



La recomposition du camp conservateur à l'issue des élections législatives iraniennes du 2 mars 2012

Kianouch Dorrani

Consultance réalisée pour la DAS (marché n°2011 150 277 9219)

Introduction	3
I- Le contexte politique avant les préparatifs du scrutin législatif	4
II- La stratégie électorale des conservateurs	6
III- Nouveaux clivages politiques.....	8
IV- Le "Front Unifié des Fundamentalistes"	9
V- Le "Front de la Résistance" de la révolution islamique.....	11
VI- Un processus électoral sélectif et peu démocratique	12
VII- Le déroulement du scrutin	15
VIII- Les résultats du premier tour du scrutin	17
IX- L'analyse des résultats à Téhéran.....	20
X- Le scrutin législatif, un tremplin pour la présidentielle de 2013.	22
Conclusion	23
Annexe biographique : petit who's who du dixième Majles	25
<i>Gholamali Hadad-Adel, un intellectuel au service du régime</i>	25
<i>Ali Laridjani, fils d'un grand religieux chiite</i>	28
<i>Ali-Akbar Vélayati, un médecin nationaliste au service de l'islam</i>	31
<i>Morteza Agha-Tehrani, un islamiste anti-communiste lancé en politique malgré lui</i>	33
<i>Mohammad-Hassan Aboutourabi-Fard, un religieux combattant devenu connu grâce à son frère...</i>	35
<i>Massoud Mir-Kazémi, ancien ministre dissident du gouvernement élu député à Téhéran</i>	37
<i>Ali-Réza Marandi, un ancien ministre et médecin particulier de la famille du Guide réélu à Téhéran</i>	38

Introduction

Le premier tour des élections législatives en Iran s'est déroulé le 2 mars 2012 et, selon le ministère de l'Intérieur, le second tour doit avoir lieu le 4 mai prochain. Ce scrutin législatif, le 9ème depuis la révolution islamique de 1979, visait à renouveler, pour les quatre prochaines années, les 290 sièges de l'Assemblée consultative islamique (*Majles-é Shourayé Eslami*). Pour la première fois, ce scrutin représentait un caractère particulièrement délicat car il intervenait dans une atmosphère de tensions et de divisions internes, mais aussi dans un climat d'isolement international, politique et économique croissant pour la République islamique d'Iran. Ce scrutin constituait en effet un test de popularité pour le régime iranien, soupçonné par la communauté internationale de chercher à développer un programme nucléaire à des fins militaires. Ce test s'avérait crucial car le scrutin était la première consultation électorale générale en Iran depuis la dernière présidentielle du 12 juin 2009 et la réélection controversée, frauduleuse pour l'opposition, de l'actuel président, Mahmoud Ahmadinejad. Depuis plusieurs mois, une vaste structure politique et un dispositif électoral inédits avaient été mis en place pour faire de cette élection "un acte d'allégeance" de la population envers le régime et permettre au courant conservateur de préserver sa majorité au prochain Majles. Pour le sommet du régime, elle devait atteindre plusieurs objectifs. Le premier portait sur un remodelage du paysage politique et la création de nouveaux clivages au sein du régime, avec notamment une reconfiguration du camp conservateur et un isolement définitif de l'opposition interne, libérale ou réformiste. Le second objectif devait permettre de réconcilier les électeurs avec les urnes et ainsi montrer à l'étranger leur fidélité et leur allégeance au régime islamique. L'élection présidentielle de juin 2009 était un "tournant" important. Elle a provoqué une brèche dans le socle politico-religieux du régime. Pour la première fois depuis 1979, la population, principalement à Téhéran et dans d'autres grandes villes, est descendue dans la rue, en grand nombre, pour dénoncer non seulement la réélection frauduleuse de Mahmoud Ahmadinejad, mais aussi, et c'est bien cela qui a constitué une première dans les annales du régime, "la dictature religieuse" qui gouverne l'Iran depuis 33 ans. Lors des rassemblements post-électorales, les manifestants ont scandé "à bas le dictateur", un slogan qui rappelait certes celui des révolutionnaires islamiques contre le Chah à la veille de sa chute, mais qui trois décennies plus tard, visait cette fois directement la personne du Guide suprême du régime. Les troubles, la violente répression de l'opposition, de toute forme de contestation puis la vague sans précédent des arrestations d'opposants, d'intellectuels protestataires et de journalistes, ont envenimé les rapports au sommet, entre le Guide suprême, le président Ahmadinejad, son gouvernement et le Parlement, et discrédité le régime aux yeux de l'étranger et d'une bonne partie de la population. L'échéance législative de mars devait donc être une occasion pour redorer le blason du régime, recentrer les lignes politiques en vue des prochaines élections présidentielles de 2013 et enfin resserrer les rangs autour du courant conservateur traditionaliste et derrière Ali

Khamenei. La présente note va évoquer le contexte politique avant l'élection, la stratégie électorale du courant conservateur, les principales forces présentes, le processus électoral et le déroulement du scrutin. Elle examinera également les résultats du premier tour, notamment à Téhéran, caractérisés par une légère baisse de l'influence du clergé, celle des femmes et des militaires (Pasdaran), ainsi que le dispositif mis en place pour le second tour. Elle évoquera ensuite l'impact des législatives sur le plan interne, la physionomie politique du prochain Majles, une majorité conservatrice et une faible minorité réformiste, l'équilibre des forces, les grands moments de la législature précédente, les enjeux politiques avec en toile de fond l'élection présidentielle de 2013. Cette note présentera enfin plusieurs personnalités politiques dominantes, dont des élus du premier tour à Téhéran ou en province.

I- Le contexte politique avant les préparatifs du scrutin législatif

Les multiples rassemblements de l'opposition et la répression violente des manifestations à la réélection du président Ahmadinejad ont fait surgir des signes de dissensions profondes à l'intérieur du courant conservateur. Pour la première fois, le tandem "Khamenei-Rafsandjani" a pris un coup sévère, provoquant notamment un processus d'isolement progressif et sans précédent de l'ancien président, allié intime et ami de plus de 40 ans du Guide suprême. La réélection controversée d'Ahmadinejad a causé beaucoup de dommages politiques collatéraux au système. Déjà plus ou moins conflictuels, notamment sous le premier mandat présidentiel, les rapports personnels du chef du gouvernement avec Khamenei, et d'autres dignitaires du régime, n'ont pas été épargnés par des éclaboussures de la fraude et des troubles post-électorales. Le premier signe d'une divergence entre les deux hommes est ainsi apparu à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement en août 2009. Le Guide suprême du régime s'est opposé ouvertement à la nomination d'un proche collaborateur et directeur du cabinet d'Ahmadinejad, Esfandiyar Rahim-Machaï, au poste de Premier vice-président. Sous le mandat de chaque président, un personnage gouvernemental central devient une "bête noire" et une personnalité sur laquelle et autour de laquelle les débats politiques et les polémiques s'organisent. Sous le premier mandat de Khatami, ce personnage était son ministre de la Culture, Attaollah Mohadjerani, actuellement en exil à Londres, puis l'ancien maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi. Sous le premier mandat de l'actuel président, ce personnage était le ministre de l'Intérieur, Ali Kordan, destitué par le Parlement. Depuis 2009, le personnage gouvernemental controversé est incarné par Esfandiyar Rahim-Machaï. Sans chercher à atteindre directement le président, les adversaires de ce dernier ont focalisé les attaques sur Rahim-Machaï pour fragiliser Ahmadinejad et faire un "vide politique" autour de lui. Cette démarche, pilotée depuis le Majles, visait à empêcher les proches du président d'occuper l'espace politique avant le scrutin législatif de mars et aussi plus tard à l'occasion de la prochaine présidentielle. L'attitude arrogante d'Ahmadinejad pendant la campagne présidentielle,

ses attaques personnelles contre ses adversaires et plus tard ses atermoiements dans l'application des lois du Parlement et surtout dans l'exécution des "firmans" du Guide suprême, ont fini par diviser les rangs du gouvernement. A plusieurs reprises, certains membres du cabinet ont refusé d'assister aux réunions du Conseil des ministres car ils estimaient que Rahim-Machaï, également beau-père du fils aîné du président Ahmadinejad, ne devait plus siéger au gouvernement. C'est à partir de ce moment là que les signes de divergence sont apparus entre les adversaires et les partisans du président. Le courant conservateur et notamment son aile modérée et traditionaliste, majoritaire au Parlement, accusait désormais le président d'être entouré de personnalités "suspectes" et de soutenir une tendance politique "déviationniste" au sein du régime. Par cette accusation et la campagne contre Esfandiyar Rahim-Machaï, le courant conservateur visait clairement le chef de l'Etat. Les adversaires du gouvernement soupçonnaient l'entourage d'Ahmadinejad de chercher à dépouiller le régime de ses valeurs islamiques, autrement dit l'isolement du clergé, et à favoriser une tendance nationaliste à la fois partisane des traditions de l'ancienne Perse et la réapparition de Mahdi, douzième et dernier imam des Chiites. Pour les adversaires du président, le courant "déviationniste" œuvrait discrètement en faveur d'une ouverture politique vers les Etats-Unis. Les plus proches collaborateurs d'Ahmadinejad étaient ainsi devenus la "bête noire" et des cibles privilégiées des adversaires du chef de l'Etat au Parlement et au sein de la Justice. Contrairement aux apparences, les rapports entre le courant conservateur traditionaliste et Ahmadinejad n'ont jamais été faciles. Ahmadinejad, bien que candidat de la liste du courant conservateur à Téhéran pour les législatives de 2000, n'a jamais appartenu aux instances dirigeantes du régime. Son ascension politique avait été favorisée en effet, comme celle des autres radicaux du camp conservateur, après l'élection de Mohammad Khatami en 1997, et grâce à un soutien ferme de l'entourage de Khamenei et plus particulièrement celui de son fils Mojtaba. Ahmadinejad, alors maire de Téhéran, avait été "imposé" comme candidat à l'élection présidentielle de 2005. Les conservateurs, qui soutenaient initialement l'actuel président du Majles, Ali Laridjani, ont voté pour Ahmadinejad beaucoup plus par obligation que par conviction politique. Lors de ce scrutin, et notamment à la veille du second tour, l'appareil politique du courant conservateur, sous l'impulsion de Khamenei et des Pasdaran, avait dû modifier sa stratégie et se tourner vers Ahmadinejad pour empêcher en réalité la victoire de l'ancien président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani. Tout au long des quatre années du premier mandat d'Ahmadinejad, les rapports entre le chef de l'Etat et les dirigeants du courant conservateur, au Parlement et ailleurs, avaient été caractérisés par des frictions et des divergences. Pour la présidentielle de 2009, le même schéma s'est produit et le courant conservateur s'est retrouvé devant un nouveau dilemme. Il s'est vu ainsi forcé de s'aligner à nouveau sur Ahmadinejad pour empêcher cette fois, coûte que coûte, l'élection de l'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi et principal candidat du courant réformiste. La réélection d'Ahmadinejad et la crise politique majeure qui l'a suivie ont ainsi affaibli le courant conservateur et porté un coup

sévère à l'image du régime et celle de son Guide Ali Khamenei. Soucieux de la survie et de la pérennité du régime, le courant conservateur a élaboré alors une nouvelle stratégie politique et électorale "à double face".

II- La stratégie électorale des conservateurs

Cette nouvelle stratégie consistait à un "isolement simultané" de l'opposition réformiste, accusée de "sédition" et donc de "tentative de déstabilisation" du régime, et de l'entourage du président Ahmadinejad, soupçonné d'être l'instigateur d'un courant "déviationniste" et par conséquent hostile à l'autorité politique et religieuse du Guide. Dès l'automne 2010, les dignitaires du régime sont montés au créneau, sous l'impulsion de Khamenei, pour regrouper les forces politiques et créer une nouvelle structure pour les législatives de 2012. En l'absence de véritables partis politiques et par conséquent de l'opposition, une "coutume politique", en vigueur depuis Hachémi-Rafsandjani et avant l'élection du président Khatami, favorise l'émergence d'une formation politique autour du chef de l'Etat en exercice et de son équipe présidentielle. Sous Rafsandjani, cette force avait pris le nom du "Hezb-e Kargozaran-e-Sazandeghi" (Executives of Construction Party) ou parti des Reconstructeurs. C'est bien cette force politique, aujourd'hui en léthargie, qui avait favorisé et permis l'élection surprise de Khatami en mai 1997. Sous sa présidence, les proches de Khatami, et notamment son frère Mohammad-Reza Khatami, avaient lancé à leur tour leur propre mouvement politique, baptisé "Front de la Participation islamique", une formation réformiste à tendance laïque, fortement majoritaire sous la sixième législature (2000-2004) et interdite après les troubles post-électorales de 2009. Sous le premier mandat d'Ahmadinejad (2005-2009), le même phénomène s'est produit et les proches du chef de l'Etat ont créé leur mouvement politique. Ce dernier, appelé "Rayé-he-Khosh-e Khedmat" ou "le bon parfum du service", avait réussi à entrer au Parlement, dès 2008, et disposé ainsi, au sein de la majorité, d'un groupe parlementaire influent avec près d'une centaine de députés. Les divergences et les polémiques permanentes entre le Parlement et le gouvernement, accusé systématiquement d'ignorer le "rôle directif et le poids" dominant du Majles, ont peu à peu affaibli les partisans du président. Les frictions multiples et quotidiennes entre adversaires et partisans du gouvernement ont poussé le clergé et le sommet du pouvoir islamique à procéder, dès 2010, à une refonte des forces politiques à l'intérieur du système. L'échéance législative de mars 2012 et les appels incessants des dirigeants du régime, à commencer par Khamenei lui-même, en faveur de "l'unité" devaient inciter le rapprochement entre les adversaires et les partisans du gouvernement au Parlement et au sein des autres institutions. Dès l'automne 2010, Ahmadinejad, faisant semblant de vouloir réaliser "l'unité" et ainsi suivre les consignes de Khamenei et du clergé, a pris l'initiative de réunir une trentaine de personnalités du camp conservateur pour leur parler de la nécessité d'élaborer une stratégie électorale commune. Le président avait confié cette mission délicate, au départ, à un Comité

d'arbitrage et de réconciliation qui était composé de trois personnalités influentes du courant conservateur et proches du Guide suprême. Ce Comité était placé sous l'autorité politique de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Vélayati, aujourd'hui principal conseiller de Khamenei pour les affaires internationales, député et ancien président du Majles, Gholamali Hadad-Adel, également beau-père du fils aîné de Khamenei et haut conseiller du Guide, et le troisième Habibollah Asgharolladi, un des principaux ténors du courant conservateur. Le triumvirat Vélayati, Hadad-Adel et Asgharolladi, représentant l'aile modérée et traditionaliste du régime, devaient tenter de rassembler les troupes du courant conservateur autour d'une plate-forme politique et électorale pour les législatives. Plusieurs nouvelles "secousses politiques" ont cependant compromis cette stratégie. L'épisode du "limogeage" en avril 2011 du ministre du Renseignement, l'hodjatoleslam Heidar Mosléhi, très proche de Khamenei, et la résistance d'Ahmadinejad devant la volonté politique du Guide qui lui avait ordonné pourtant, par décret, la reconduction du ministre, ont très sérieusement envenimé les rapports entre les deux hommes, mais aussi entre le président et l'ensemble du courant conservateur. C'est bien ce refus d'Ahmadinejad qui a fait déborder le vase et convaincu ses adversaires, même au sein des Pasdaran, de la nécessité de son isolement politique progressif, le sien mais aussi celui de ses proches collaborateurs. Son "retrait protestataire" pendant "onze jours" ont précipité l'éclatement de l'alliance tacite qui existait jusque là entre partisans et adversaires du président. Pendant les onze jours de sa "bouderie", la majorité parlementaire était à deux doigts du déclenchement d'une procédure de censure (empeachment) contre Ahmadinejad. Le climat politique défavorable, notamment le renforcement des sanctions internationales et les menaces d'une attaque israélienne ont "sauvé la tête" du président. Alors que les ténors de la majorité réclamaient publiquement des sanctions à l'encontre du chef de l'Etat, Khamenei a fait savoir que ce n'était pas le moment et qu'il souhaitait que l'actuel gouvernement achève "naturellement" son mandat. Cet épisode sans précédent a provoqué également l'échec du premier Comité politico-électoral tripartite du courant conservateur. La crise du "limogeage" du ministre du Renseignement a ainsi brisé la cohésion gouvernementale et suscité le départ de plusieurs proches collaborateurs du président, dont celui de son ministre du Pétrole, Massoud Mir-Kazémi ou encore le propre frère du chef de l'Etat Davoud Ahmadinejad. Les partisans du président, jusque là regroupés au sein du "Rayé-he-Khosh-e-Khedmat", se sont ainsi peu à peu démarqués d'Ahmadinejad, qu'ils critiquaient désormais publiquement pour sa "désobéissance" face à Khamenei mais aussi pour son "soutien infaillible" à Esfandiyar Rahim-Machaï et son silence devant le courant "déviationniste". Ces anciens alliés du président, notamment au Parlement, qui lui demandaient sans cesse d'écarter Rahim-Machaï, ont alors opté pour la rupture et décidé de créer une nouvelle formation qui porte le nom du "Front de la Résistance" de la révolution islamique. Ainsi, à quelques mois du scrutin législatif, deux forces politiques dominantes conservatrices, toutes les deux se réclamant fidèles disciples et partisans du Guide suprême, se sont dégagées et

placées en première ligne de la compétition pour les législatives de mars.

III- Nouveaux clivages politiques

Les multiples tentatives de rassemblement entreprises par les dirigeants du courant conservateur, y compris celles du clergé à Téhéran et dans la ville sainte de Qom, ont toutes échoué. Pendant plusieurs mois, et à l'instar des plus hauts dirigeants du régime, les conservateurs préconisaient encore "l'unité" tout en rejetant la moindre concession vis-à-vis du "Front de la Résistance". Pour les observateurs politiques à Téhéran, après l'assignation à résidence, il y a plus d'un an, des deux dirigeants réformistes, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, le sommet du régime a cherché à combler la lacune qui s'était créée par l'absence de l'opposition réformiste. Les dirigeants du régime, à commencer par Khamenei, ont alors décidé d'élargir la plate-forme politique des conservateurs en vue d'une réorganisation des forces présentes et fidèles au Guide. Pour cela, deux Comités ont été mis en place. Le premier, appelé le "Comité des sept" et le second "Comité des huit". Les deux organismes sont ainsi devenus plus tard le "Comité 7+8" et placés sous l'autorité "morale" de l'ayatollah Mohammad-Reza Mahdavi-Kani, président de l'Assemblée des experts (il avait succédé à Rafsandjani à la tête de cette instance cléricale du régime) et un des pionniers de la révolution. Mahdavi-Kani, personnage extrêmement influent, a été longtemps considéré comme le véritable "parrain" du clergé traditionaliste de Téhéran. Cette nouvelle structure était placée en revanche sous l'autorité politique d'Ali Akbar Vélayati, Gholamali Hadad-Adel, Habibollah Asgharolladi, déjà membres d'un premier groupe d'arbitrage. Vélayati et Hadad-Adel y représentaient en réalité le Guide suprême et Asgharolladi les formations politiques du courant conservateur et, dans une moindre mesure, le puissant Bazar de Téhéran. Outre ces trois personnalités, le "Comité des sept" comptait également quatre religieux membres du clergé de Téhéran et de Qom, et proches de Khamenei. Deux des quatre religieux, Mohammad Réza Taghavi, ancien député, et Mohammad-Hassan Aboutorabi-Fard, député sortant (réélu au premier tour à Téhéran), représentaient "l'Association du Clergé Combattant de Téhéran" (ACC), et deux autres, l'hodjatoleslam Hachem Hosseini-Bouchehri et l'hodjatoleslam Abbas Kaâbi, l'importante "Association des Enseignants" des écoles coraniques de la ville sainte de Qom. Les deux formations cléricales sont appelées "Jaméateine", ce qui signifie "Associations". Quant à la seconde formation, dite théoriquement "Comité des huit", elle devait au départ regrouper huit représentants des diverses formations et tendances politiques du courant conservateur. Sur les huit, deux membres de ce Comité devaient être proposés initialement par le "Front de la Résistance", deux par les partis conservateurs traditionnels, deux autres membres par deux nouvelles composantes de la coalition conservatrice et proches des Pasdaran, et enfin deux autres qui devaient représenter l'actuel président du Majles, Ali Laridjani, et le maire de Téhéran, Mohammad-Bagher Ghalibaf. Ali Laridjani, réélu dès le premier tour à Qom, était représenté en effet par le

député sortant Kazem Jalali, également porte-parole de l'importante Commission parlementaire de la sécurité nationale et de la politique étrangère, réélu à Shahroud (sud-est de Téhéran). Quant au maire de Téhéran, il s'était fait représenter par un religieux conservateur, l'hodjatolleslam Mehdi Khamoushi, président de l'Organisation de la Propagande Islamique (OPI, principal organisme de propagande du régime, dirigé par le clergé) et chef de l'agence de presse Mehr et du journal anglophone Tehran Times. Le "Front de la Résistance", qui compte actuellement environ une cinquantaine de députés au Majles, avait alors vivement critiqué comme "partiale" la composition dudit "Comité 7+8". Leurs dirigeants ont refusé de participer à la coalition des conservateurs sous prétexte de s'opposer au rôle de premier plan de plusieurs personnalités influentes du courant conservateur comme notamment Mohammad-Reza Bahonar, l'actuel vice-président du Majles, et Manoutchehr Mottaki, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Ahmadinejad. Les dirigeants du "Front de la Résistance" estimaient que ni le maire de Téhéran ni le chef du Majles ne devaient être représentés au "Comité 7+8" car, selon eux, Laridjani et Ghalibaf, tous deux considérés comme possibles candidats en 2013, avaient une position "ambiguë" lors des troubles post-électorales de 2009 et qu'ils n'avaient pas condamné explicitement et publiquement les dirigeants de la "sédition", à savoir Moussavi et Karoubi. Le "Front de la Résistance" critiquait en outre les "affinités" politiques entre la plupart des personnalités du "Comité 7+8" et l'ancien président Rafsanjani. Ainsi, semble-t-il, pour ces raisons, le "Front de la Résistance" a refusé de faire partie de ce fameux Comité et décidé de faire cheval solitaire. Pour ce neuvième scrutin législatif, les deux principales tendances du courant conservateur, ainsi que quelques petites formations, y compris parmi les réformistes, étaient les seules en lice pour le renouvellement du Majles.

IV- Le "Front Unifié des Fundamentalistes"

Cette structure politique est en réalité une plate-forme électorale qui regroupe environ seize formations du courant conservateur. Son noyau est formé de ce qu'on appelle le "Front des Partisans de la Ligne de l'imam (Khomeiny) et du Guide" (Khamenei). Ce "Front" politique a été mis en place à l'occasion des législatives de 2004. Il est dirigé actuellement par Habibollah Asgharollahi, ancien patron du parti de la Coalition islamique (Motaléfeh Eslami), qui est sans doute l'une des formations politiques les plus anciennes et les mieux organisées du pays. Créée dans les années 60, Motaléfeh Eslami est à l'origine des actions armées contre le régime impérial du Chah et notamment son Premier ministre Hassan Ali Mansour, assassiné le 27 janvier 1965 devant le siège du Parlement à Téhéran. Motaléfeh, à l'origine de plusieurs actions armées à la veille de la révolution, notamment un attentat meurtrier à la bombe contre des ressortissants américains dans un restaurant à Téhéran, est le véritable "noyau dur" du courant conservateur. Issu du clergé, et comptant sur l'aide financière et la complicité du Bazar, Motaléfeh exerce une influence primordiale sur le clergé. Cette formation, qui a hérité

des structures de l'ancien Parti Jomhuri-Eslami (dissous et mis en sommeil depuis 1987), contrôle tous les organismes de "mobilisation populaire" du régime et dispose d'un réseau politique "national". Il est présent dans pratiquement tout le pays et exerce, grâce au Bazar et aux réseaux d'approvisionnement et de distribution de marchandises, une influence capitale sur les décisions et les orientations politiques, économiques, financières, sociales et culturelles du régime. Depuis la révolution de 1979, Motaléfeh était dirigé longtemps par Asgharolladi, justement une des personnes impliquées, jugées puis condamnées pour son implication dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre du Chah, Hassan Ali Mansour. Asgharolladi a été libéré de prison au lendemain de la chute du Chah. Il a été ancien ministre du Commerce puis député. En dépit de son âge avancé (80 ans), il est omniprésent dans les instances de décisions du régime. En sa qualité de représentant de Khomeiny puis de Khamenei, il est encore aujourd'hui à la tête de la toute puissante "Fondation de l'Assistance de l'imam" Khomeiny, principal organisme d'aide aux déshérités. Cette fondation, appelée "Comité Emdad-e-Emam Khomeiny", subvient aujourd'hui aux besoins de "plus de neuf millions de personnes" dans tout l'Iran avec des antennes dans plusieurs pays de la région, notamment au Liban, au Soudan et en Azerbaïdjan. Son frère, Assadollah, un des hommes les plus riches du pays et connu sous le nom de "roi des fruits secs" (Soltan-e Khoshkbar), est à la tête du commerce entre l'Iran et la Chine. Depuis plusieurs années, Motalefeh Eslami est dirigé par Mohammad-Nabi Habibi, un ancien maire de Téhéran, et candidat en ballottage dans la capitale. Motaléfeh ainsi que treize autres formations politiques satellites forment donc le "Front des Partisans de la Ligne de l'imam et du Guide". Pour le scrutin, deux autres petites formations proches des Pasdaran, "l'Association des dévoués" (allusion aux anciens combattants) de la révolution islamique (Jamiyat-e Issargaran-e Enghelab-e-Eslami) et "l'Association des Partisans de la révolution islamique" (Jamiyat-e Rahpouyan-e Enghelab-e-Eslami), dirigées respectivement par les députés sortants Hossein Fadaï et Ali-Réza Zakani, ont été introduites au sein de la coalition du courant conservateur, appelé "Jebheh Motahed-e-Ossoulgarayan" ou le "Front Unifié des Fundamentalistes. Ainsi, ce "Front" (www.jebhemottahed.ir), s'est-il posé comme le fer de lance du courant conservateur pour prendre le contrôle du prochain Parlement. Ses instances politiques comptent un Conseil central et un Conseil exécutif. Les principaux candidats du Front Unifié à Téhéran sont aussi membres de son Conseil central. L'instance pilote de cette structure est cependant le Conseil exécutif que dirige l'ancien ministre des Affaires étrangères Manoutchehr Mottaki. Ali-Reza Zakani, un ancien allié du gouvernement d'Ahmadienjad et secrétaire de l'Association des Partisans de la révolution islamique est chargé de diriger le QG électoral du "Front Unifié". Quant à l'ancien chef de la diplomatie, Ali Akbar Velayati, il demeure le personnage central de la coalition et est le porte-parole officiel et exclusif du "Front Unifié des Fundamentalistes".

V- Le "Front de la Résistance" de la révolution islamique

Le courant conservateur, toutes tendances et sensibilités confondues, est partisan du Guide du régime. Sur ce point, il n'y a pas de divergence ni d'ambiguïté apparentes entre les uns et les autres. Le "Front Unifié des Fundamentalistes" exprime une allégeance exclusive à Ali Khamenei, qui souhaite d'ailleurs qu'il soit appelé officiellement "Imam", comme son prédécesseur l'ayatollah Khomeiny. Pour les anciens alliés "dissidents" du président, l'enjeu principal, à travers le scrutin législatif, était leur survie politique au sein du futur Majles et après la fin du second mandat de quatre ans du président Ahmadinejad. L'échec des tentatives de rapprochement entre le courant conservateur et les anciens partisans du président a amené donc ces derniers à lancer leur propre mouvement politique et électoral. Dès le mois d'août 2011, une vingtaine de personnalités, pour la plupart députés et anciens ministres du gouvernement d'Ahmadinejad, a créé le "Front de la Résistance de la révolution islamique" (www.jebhepaydari.ir). Ce mouvement politique, se disant partisan et fidèle du Guide suprême, a décidé de se placer également sous l'autorité "morale" du religieux radical l'ayatollah Mohammad-Taghi Mesbah-Yazdi, figure emblématique du courant conservateur et du clergé de Qom. Mesbah-Yazdi, farouche opposant à toute forme de libéralisme et d'ouverture politique, est un proche de Khamenei. Les deux hommes se connaissent depuis les années 60 où ils ont participé, avec d'autres religieux comme Hachémi-Rafsandjani, à une première cellule de lutte clandestine contre le Chah. Avec l'arrivée au pouvoir des réformistes et l'élection de Khatami, Khamenei et les radicaux ont fait venir Mesbah-Yazdi à Téhéran où il intervenait régulièrement à la tribune de la prière hebdomadaire du vendredi à l'université de Téhéran pour dénoncer, avec une certaine violence, la politique du gouvernement et ce qu'il appelait alors "le libéralisme des réformistes". L'arrivée de Mesbah-Yazdi à Téhéran a ainsi favorisé peu à peu l'ascension du religieux et de ses disciples dans les instances politiques du régime. Mesbah-Yazdi, dont le suivi des traces nous amène aux Etats-Unis et au Canada dans les années 70, est aujourd'hui à la tête d'une institution de formation du clergé à Qom, appelée "Institut de Recherche de l'Imam Khomeiny". Il comptait parmi ses élèves ou ses enseignants un bon nombre de futurs collaborateurs et proches d'Ahmadinejad. Les élèves de l'école religieuse de Mesbah-Yazdi sont aussi des membres d'une milice, dont le nombre est estimé à près d'un millier de personnes. Ses étudiants intervenaient régulièrement, et ils interviennent encore à l'occasion, pour organiser des manifestations et des rassemblements de protestation contre le gouvernement de Khatami ou très souvent contre les intérêts des pays occidentaux à Téhéran. L'élection d'Ahmadinejad en 2005 a favorisé un rôle de plus en plus important à Mesbah-Yazdi et à ses disciples. La plupart des dirigeants du "Front de la Résistance de la révolution islamique" sont donc d'anciens disciples de Mesbah-Yazdi. Le choix de ce religieux comme "père spirituel" pour cette nouvelle formation politique devait être justifié par des liens étroits qu'entretiennent les anciens alliés du président Ahmadinejad, notamment au Parlement,

avec Mesbah-Yazdi. L'attitude jugée "ambiguë" de certains dirigeants politiques du courant conservateur, dont Ali Laridjani, durant les troubles post-électoraux, a été la principale pomme de discorde et à l'origine de l'aggravation des rapports entre les alliés du président et la majorité parlementaire. La crise du "limogeage" du ministre du Renseignement et la "désobéissance" du président a donc servi de catalyseur au divorce entre les alliés d'Ahmadinejad et la majorité parlementaire. Ces dissensions, de plus en plus fortes, se sont prolongées et ont abouti à l'échec de toutes les tentatives d'alliance entre le "Front Unifié des Fundamentalistes" et le "Front de la Résistance" de la révolution islamique. Les milieux politiques informés à Téhéran estiment que la scission apparente intervenue entre la majorité conservatrice et son aile radicale au Majles ainsi que la décision des deux tendances de se présenter séparément devait être favorisée sinon du moins encouragée par le sommet du pouvoir et le Guide suprême du régime. L'indice d'une telle affirmation est que le "Front Unifié des Fundamentalistes" est dirigé Ali Akbar Vélayati alors que le "Front de la Résistance" de la révolution islamique, lui, il a été placé sous "la direction et responsabilité financière" de l'ancien ministre "dissident" d'Ahmadinejad, Sadegh Mahsouli. Ce dernier, un ancien gouverneur et important commandant des Pasdaran dans la province frontalière de l'Azerbaïdjan-Occidental (nord-ouest) et richissime homme d'affaires, est en effet l'ancien beau-frère de Vélayati par alliance. L'ex-épouse de Vélayati, Shirine, décédée il y a quelques années, était la soeur de la femme de Sadegh Mahsouli. Les milieux politiques en Iran soupçonnent Mahsouli d'être le principal "financier" du "Front de la Résistance" de la révolution islamique et de sa campagne électorale. Sadegh Mahsouli, personnage énigmatique des Pasdaran, était en effet ministre de l'Intérieur d'Ahmadinejad lors de sa réélection frauduleuse de 2009. Il n'a pas été reconduit dans ses fonctions et dans le gouvernement suivant, formé en août 2009, il a été nommé ministre de l'Assistance sociale, approuvé de justesse au Majles, puis remercié discrètement et écarté après la fusion de son ministère dans celui du Travail et des Affaires sociales. Le "Front de la Résistance de la révolution islamique" compte également plusieurs autres personnalités influentes comme notamment le religieux radical l'hodjatoleslam Morteza Agha-Tehrani, député sortant et réélu à Téhéran dès le premier tour. Agha-Tehrani, un ancien élève de l'école Haghani de Qom (principal bastion du clergé radical), a vécu près de huit ans aux Etats-Unis et au Canada. Il était notamment à la tête d'un Centre islamique et imam de la prière de la mosquée d'Emam-Ali à New York.

VI- Un processus électoral sélectif et peu démocratique

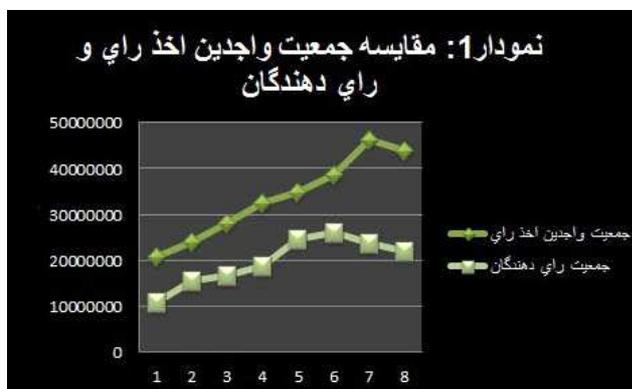
Les inscriptions de candidatures constituent une phase préliminaire mais cruciale du processus électoral. Les candidats doivent s'inscrire au ministère de l'Intérieur qui procède à une première présélection et une vérification des antécédents des postulants par l'intermédiaire des organismes de sécurité, la Police nationale et du ministère du Renseignement. Après cette phase, c'est au Conseil des Gardiens, organisme

constitutionnel conservateur, de vérifier les dossiers des candidats d'un point de vue strictement politique et idéologique ainsi que leur "engagement pratique" vis-à-vis de l'islam, c'est-à-dire des principes de base de la révolution et du régime islamique, et notamment du Velayat-e-Faghih (prédominance de l'autorité et du pouvoir politique d'un chef religieux). C'est bien à cette phase qu'intervient l'élimination de la plupart des dossiers de candidature. Pour le scrutin législatif de mars, près de 5.500 dossiers ont été déposés et enregistrés auprès du ministère de l'Intérieur. Ce chiffre était en baisse cette année en raison d'une modification de la loi électorale. Celle-ci disposait que tout candidat devait avoir, entre autres conditions, un titre universitaire équivalent d'un master. Ainsi, pour les deux précédents scrutins législatifs, le nombre des dossiers était nettement supérieur. Lors du scrutin de 2004, 8.172 et, en 2008, au total 7.200 dossiers avaient été enregistrés au ministère de l'Intérieur. Sur un total de 5.444 dossiers, le Conseil des Gardiens n'en a retenu que 3.400, soit environ 64% des inscrits. Sur une population de 75 millions d'habitants, selon le dernier recensement de 2011, au total 48.228.790 personnes (hommes et femmes) âgées de 18 ans, étaient appelées aux urnes. Le ministère de l'Intérieur avait prévu 46.924 bureaux de vote répartis dans les 207 circonscriptions électorales que compte le pays. 26.234 bureaux de vote concernaient les zones urbaines et 20.690 les zones rurales. A l'instar des 75 millions d'habitants, environ "70%" des électeurs se trouvent en zones urbaines. Il existe également un autre phénomène, semble-t-il propre au système iranien, et cela concerne les urnes "mobiles". Pour ce scrutin, il y avait 13.988 urnes "mobiles", dont plus de 12.000 dans les zones rurales. En Iran, comme il n'y a pas de carte électorale, chaque personne, homme et femme, âgée de plus de 18 ans, et munie d'une simple pièce d'identité peut voter n'importe où, soit avec un "Chenasnameh" ou Livret de famille, soit avec une carte d'identité nationale. Ce petit détail signifie qu'un électeur peut voter une première fois avec son Livret de famille puis une seconde fois, et dans un autre bureau de vote, avec son titre d'identité nationale. Dans les bureaux de vote, il n'y pas d'isoloir et avant de voter, un électeur signe son bulletin et laisse l'empreinte digitale de son index de la main droite. Il existe également un autre petit détail. Il y a un nombre indéterminé d'Iraniens qui ont plusieurs cartes d'identité et peuvent donc voter plusieurs fois. Les formalités du vote sont longues et lentes et ajoutent à l'affluence devant et dans les bureaux de vote. Quant aux opérateurs, ils doivent au préalable vérifier les identités des électeurs et tamponner les titres d'identités des votants. Encore un petit détail qui laisse la porte ouverte à toutes formes d'irrégularités. Le "Chenasnameh" d'un électeur peut être tamponné, ce qui n'est pas le cas en revanche pour une carte d'identité plastifiée. Sur les 285 députés du Majles (cinq sièges étaient vacants), 261 s'étaient présentés pour un nouveau mandat de quatre ans. Pour la première fois, 34 députés sortants, dont un vice-président du Parlement, le conservateur Shahebeddine Sadr, proche du gouvernement, ont été rejetés et déclarés "inéligibles" pour, semble-t-il et selon la version officielle, avoir manqué à leur "engagement de fidélité envers l'islam" ou le Velayat-Faghih ou encore éventuellement pour leurs implications dans diverses

affaires financières devant la Justice. Au total, et grâce à une intervention personnelle de la présidence du Parlement, six députés ont pu être repêchés et ainsi approuvés in extremis. Parmi les autres députés sortants déclarés "inéligibles" figuraient une vingtaine d'élus plus ou moins influents de la majorité conservatrice, y compris quelques alliés du gouvernement, comme Mahmoud Ahmadi Bighash, député de Shazand (sud-est de Téhéran) et membre dirigeant du "Front de la Résistance". Les circonscriptions où les députés-candidats ont été rejetés se trouvaient dans diverses régions du pays et notamment les provinces à majorité ou à forte densité sunnite comme le Kurdistan, l'Azerbaïdjan-occidental (ouest), le Sistan-Baloutchistan (sud-est), le Golestan (nord-est) ou encore le Khouzistan (sud-ouest). Le Conseil des Gardiens, dont les douze membres (six religieux et six juristes) sont généralement désignés parmi les personnalités du courant conservateur, est régulièrement accusé, notamment par l'opposition réformiste, de "partialité flagrante" dans le processus des vérifications des "compétences" des candidats. Le ministère de l'Intérieur, les services de police et de renseignements et enfin en dernier lieu le Conseil des Gardiens sont les principaux remparts ou filtres qui doivent empêcher toute "infiltration étrangère" dans l'appareil politique du régime.



- Ce graphique montre les taux de participation des huit derniers scrutins législatifs.



- Ce graphique concerne le nombre d'électeurs et de votants depuis le premier Majles.



- Ce graphique indique en bleu le nombre d'électeurs, en vert le nombre d'habitants et en rouge le nombre des votants, depuis le premier Majles jusqu'au huitième.



- Ce dernier graphique concerne les taux d'abstention depuis le premier Majles.

VII- Le déroulement du scrutin

Une fois les multiples et longues opérations et procédures de filtrage achevées, le ministère de l'Intérieur publie et communique aux préfectures les listes de candidats autorisés à participer au scrutin. Cette étape permet de déclencher l'avant dernière phase des préparatifs et d'ouvrir ainsi ce qu'on appelle "Tablighat-e Entekhabati" ou propagande électorale. Cette étape dure une semaine et elle consiste principalement à une "campagne d'affichage à outrance", ce qui nécessite un budget important et risque d'avantager les candidats déjà connus du public ou ceux disposant de gros moyens financiers ou bénéficiant du soutien des organismes officiels. Durant sept jours, et parallèlement à quelques réunions et débats politiques entre candidats ou alliés de candidats qui sont organisés traditionnellement dans les universités et devant un public souvent sélectionné, les postulants doivent se faire connaître en insistant sur le degré de leur "fidélité" au régime et à sa clé de voûte c'est-à-dire le Guide suprême. La campagne ne porte pas du tout sur un programme politique et encore moins économique. Cela n'entre pas en jeu et la campagne ne doit pas non plus devenir l'occasion ou une tribune pour proférer des critiques contre les institutions du régime. Il

semble ainsi que les candidats, pendant leur campagne, sont soumis au même régime que le reste de la population. La veille de l'ouverture des opérations de vote, c'est une journée de "silence" électoral où toute propagande est théoriquement "interdite". Traditionnellement, c'est le Guide du régime qui donne le coup d'envoi à la campagne électorale. Juste avant et après la campagne, et donc à la veille du vote, Khamenei intervient pour inciter la population à se rendre massivement aux urnes. Dans cette phase, il énumère "les qualités" dont doivent disposer les postulants, notamment "le courage politique, la résistance à l'influence et à l'oppression mondiale", un terme de la terminologie officielle du régime qui désigne généralement les Etats-Unis et l'Europe, et appelle à voter en faveur des candidats du courant conservateur, auquel il appartient lui-même. Cette étape et cette mise en scène se sont répétées jusqu'à présent à toutes les élections organisées en Iran depuis la révolution. Le premier tour du scrutin s'est ainsi déroulé sous la haute surveillance du régime. Dès l'ouverture du scrutin, vendredi 2 mars, près de deux millions de personnes, dont plus de 500.000 à Téhéran, pour la plupart des fonctionnaires de l'Etat, et des "volontaires", choisis minutieusement parmi les "plus fidèles des fidèles" d'un quartier et habituellement proches du courant conservateur, ont assuré les opérations de vote. Comme dans chaque scrutin, les urnes "mobiles" ont permis de collecter les bulletins de vote des électeurs dans les régions éloignées (grâce aux hélicoptères du ministère de l'Intérieur et de la Police nationale), des hôpitaux, des prisons et des casernes. Cette particularité électorale permet en effet concrètement d'élever le taux de participation. Durant la journée du premier tour, les médias officiels, la radio et les nombreuses chaînes de la télévision d'Etat ont joué un rôle primordial et contribué, grâce à une couverture inédite et intense, à la mobilisation des électeurs. De 08h du matin, et l'ouverture des bureaux de vote, jusqu'à 23h (les opérations ont été prolongées cinq heures dans les grandes villes), la télévision a mené sa propre campagne de mobilisation. Pour cette journée "spécial élections", la télévision, contrôlée par le courant conservateur, a diffusé des émissions de divertissement, y compris sur des coutumes des différentes ethnies et des produits régionaux. Pour inciter une participation forte, la télévision a même fait jouer la fibre nationaliste de la population en diffusant à diverses reprises, ce qui est extrêmement rare, des chants patriotiques si chers aux élites silencieuses et à l'opposition. La couverture médiatique de la télévision a ainsi ressemblé à une campagne de collecte de vote et à un véritable "Téléthon". Toute la journée, les journalistes, présentateurs et animateurs "stars" des différentes chaînes publiques étaient à l'œuvre. Tous les bureaux de vote devaient être équipés d'un poste de radio pour suivre et appliquer sur le champ les communiqués officiels qui étaient diffusés depuis le siège du ministère de l'Intérieur à Téhéran. Toute la journée, la télévision a montré des files d'attente devant et à l'intérieur de quelques bureaux de vote à Téhéran, et notamment une présence importante des électeurs dans les villes des différentes provinces du pays. En l'absence d'observateurs indépendants, notamment celle des journalistes de la presse internationale qui ont été tenus à l'écart ou étroitement encadrés par les autorités, mais

aussi d'une censure imposée à la presse locale et aux liaisons internet et téléphoniques mobiles, l'impressionnante couverture médiatique du scrutin par les médias officiels devait ainsi préparer l'opinion et les esprits à l'annonce d'une forte participation au vote.

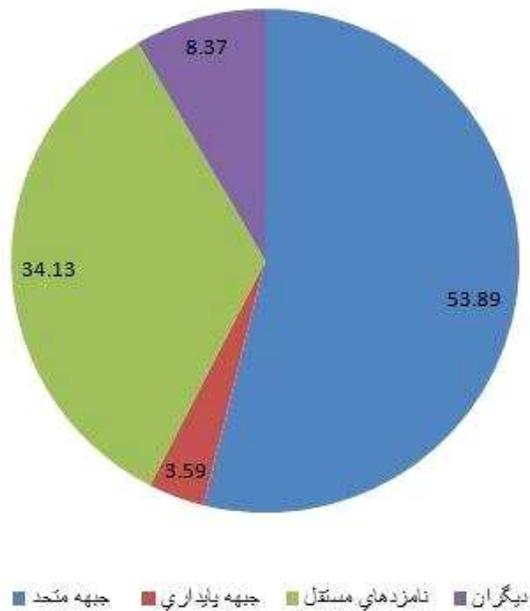
VIII- Les résultats du premier tour du scrutin

Le régime islamique a réussi ainsi à gagné un pari et à réaliser son premier objectif qui consistait à "gonfler" le taux de participation au vote. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 64% des électeurs ont voté au premier tour. Ce taux correspondrait à la participation de plus de 30 millions des 48 millions d'électeurs. La participation dans les zones rurales et dans certaines provinces, traditionnellement dépourvues avec un taux d'analphabétisme élevé comme à Kohkilouyeh, à Tchaharmahal-o-Bakhtiari (centre) et à Ilam (sud-ouest), a été respectivement 89%, 87% et 81%. En revanche, le taux a été très faible dans les zones urbaines et les grandes villes comme Téhéran qui constitue la plus importante circonscription du pays. Dans la capitale, où trente sièges sont à pourvoir, la population semble avoir répondu aux appels de l'opposition et ainsi presque boudé le scrutin. Le ministère de l'Intérieur prétend que dans la ville de Téhéran 46% des électeurs ont participé au vote et que ce taux s'est situé aux alentours de 54% dans l'ensemble de la province de Téhéran. Les chiffres fournis par le ministère de l'Intérieur ne semblent toutefois pas très fiables. Le dernier recensement, effectué au cours de l'année dernière et à quelques mois du scrutin, situait à 5.500.000 le nombre d'électeurs potentiels dans la ville de Téhéran et environ 10.200.000 dans toute la province. Or si l'on accepte le chiffre du ministère de l'Intérieur selon lequel 2.350.000 personnes ont voté à Téhéran l'on arrivera à un taux de participation de 42%. Les divers témoignages recueillis sur place indiquaient cependant une participation moins importante dans la ville de Téhéran. Les observateurs, et l'opposition, estiment à environ "25%" le taux de participation dans la capitale iranienne. Pour la première fois, le nombre de bulletins blancs à Téhéran a dépassé le chiffre record de 215.000, soit environ "9%" du total des suffrages exprimés. Le premier tour a permis ainsi l'élection de 225 députés, dont cinq représentants des minorités religieuses : zoroastriens, juifs, arméniens et chaldéens (un siège chacun). A Téhéran, cinq candidats ont été élus avec plus de 25% des suffrages. Trois femmes, sur les 448 inscrites, ainsi que 27 religieux, dont deux à Téhéran, sont parmi les élus. Au second tour, 130 candidats en ballottage, dont 50 à Téhéran, doivent solliciter à nouveau, le 4 mai prochain, le vote des électeurs pour les 65 sièges restants. Le nombre des religieux, actuellement une quarantaine, devrait être moins élevé que sous le Parlement sortant car au total 13 religieux ont été battus au premier tour. Pour le scrutin législatif de 2008, le nombre d'électeurs était 43.824.000. Environ 22.350.000, soit 51%, avaient participé au vote en 2008. A Téhéran, le taux de participation avait été aux alentours 30%. En 2008, le nombre des électeurs avait baissé car une modification de la loi électorale, adoptée sous la précédente législature, avait élevé l'âge des votants de 16 à 18 ans. Les résultats du premier tour montrent également que sur les 225

sièges pourvus, 75 appartiennent aux élus sortants. 40 autres députés sont en ballottage et doivent tenter leur chance au second tour. L'analyse des résultats montre que le "Front Unifié des Fundamentalistes" a très largement emporté les sièges dans les grandes circonscriptions et dans les grandes villes du pays et qu'il est d'ores et déjà assuré de la majorité parlementaire au prochain Majles. En revanche, et c'est bien là l'une des surprises de ce premier tour, les résultats confirment un recul notable des ténors du courant conservateur traditionnel mais aussi ceux des candidats du "Front de la Résistance" et du courant réformiste dans beaucoup de circonscriptions. Parmi les personnalités connues des trois tendances qui n'ont pas été élues ou réélues figurent notamment la sœur du président, Parvine Ahmadinejad, battue dans leur fief familial à Garmsar (sud-est de Téhéran), cinq membres de la présidence du Majles, Mostafa Kavakébian, député réformiste de Semnan (sud-est de Téhéran), Ahmad Nategh-Nouri, député de Nour et Mahmoud-Abad (sur la Caspienne) depuis 28 ans, Mohammad-Réza Khabaz, député réformiste de Kâshmar (est), Heshmatollah Falahatpisheh, député d'Islamabad-Gharb (sud-ouest) et membre de l'importante Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère, l'hodjatoleslam Ghodratollah Alikhani, député de Ghazvine (ouest de Téhéran) membre influent de la minorité parlementaire réformiste, Vali Esmâili, député de Germi (nord) et proche allié du gouvernement, et Mohammad-Mehdi Mofateh, député conservateur de Zarand (centre) et fils de l'ayatollah Mohammad Mofateh, figure emblématique de la révolution qui avait été tué lors d'un attentat dans les années 80. Plusieurs nouveaux candidats notoires, tels que le religieux radical Mojtaba Zolnour, ancien numéro deux de la représentation du Guide suprême auprès des Pasdaran et proche des conservateurs radicaux, l'ancien ambassadeur d'Iran en Syrie, l'hodjatoleslam Ahmad Moussavi, ou encore, et cela est assez éloquent, l'hodjatoleslam Hossein Jalali, membre du "Front de la Résistance" et chef du bureau de l'ayatollah Mesbah-Yazdi à Qom, et Sattar Hedayatkah, député sortant et un des farouches partisans d'Ahmadinejad, n'ont pas été élus ou réélus. Parmi les élus connus du premier tour figurent en revanche Mohammad Mehdi Zahédi, ancien ministre de l'Enseignement supérieur d'Ahmadinejad et ancien ambassadeur en Malaisie, ainsi que l'hodjatoleslam Ali-Akbar Nasser, ancien ambassadeur au Vatican. Les deux étaient candidats du "Front Unifié". Zahédi s'était présenté à Kerman (sud) et Nasser à Babol, sur la Caspienne. Par ailleurs, douze candidats "civils", dont une femme, ont été élus dès le premier tour face aux députés religieux sortants. A Rafsandjan, dans la province de Kerman et fief de la famille de Hachémi-Rafsandjani, son oncle, le religieux Hossein Hachémian, proche des réformistes, a été remplacé par un autre proche, Hossein Aline, élu au premier tour comme candidat "indépendant". L'hodjatoleslam Hachémian ne pouvait plus briguer un nouveau mandat en raison de son âge avancé. Les résultats du premier tour confirment ainsi plusieurs surprises. La première a été la baisse de la présence des religieux mais aussi celle des militaires et membres du Corps des Gardiens de la révolution. Hormis à Téhéran où plusieurs anciens membres des Pasdaran se trouvent en ballottage, il n'y a pas de militaires de premier plan élus en

province. Un important ancien militaire des Pasdaran, Mahmoud Karami-Rad, député sortant et ancien commandant des Gardiens de la révolution dans l'ouest de l'Iran et conseiller militaire auprès de plusieurs chefs d'Etat africains (Sénégal et Soudan), a été battu à Kermanschah (ouest) où un autre conservateur et membre du Motaléfeh, Abdolreza Mesri, ancien ministre de l'Assistance sociale dans le premier gouvernement d'Achmadinejad et ancien ambassadeur au Venezuela, a été élu. Parmi les élus du premier tour, figure également un autre commandant des Pasdaran, Hossein Fatahi, qui a été élu à Shahr-e Babak, dans la province de Kerman (sud). L'autre surprise a été le recul des personnalités notoires du courant conservateur en province devant des candidats inconnus du grand public ou des candidats qui s'étaient présentés ou représentés à titre "indépendant ou individuel". Le phénomène des candidats "indépendants" est une autre particularité en Iran. Beaucoup de candidats, et principalement dans des petites circonscriptions à un ou à deux sièges, se présentent à titre indépendant et sans être sur les listes électorales des grands mouvements présents comme le "Front Unifié" ou le "Front de la Résistance". Ce phénomène est répandu dans des régions reculées ou frontalières où les forces politiques sont absentes et où les compétitions portent souvent davantage sur des considérations tribales ou ethniques que politiques partisans. La plupart du temps, et cela a été le cas cette fois, les mouvements politiques s'abstiennent intentionnellement de présenter des candidats dans ces circonscriptions. Mais une fois le nouveau Parlement réuni, ce qui est prévu début juin prochain, les élus "indépendants" seront absorbés par la majorité parlementaire et des groupes politiques dominants. Les élus dits indépendants tombent généralement sous l'influence des députés des circonscriptions plus grandes et notamment ceux élus dans les chefs-lieux des provinces. Ainsi, sur les 220 élus du premier tour en province, il y a environ 80 élus qui se réclament "indépendants". Il y a également une vingtaine de députés connus du courant réformiste et les autres, soit 120 en province et 5 à Téhéran, appartiennent au "Front Unifié des Fundamentalistes" et au "Front de la Résistance". Il est à noter que beaucoup de candidats des deux tendances étaient communs et inscrits sur une même liste notamment en province. Le point intéressant semble être toutefois la victoire des candidats du "Front Unifié" dans pratiquement toutes les circonscriptions de premier plan et les chefs-lieux de plus de 20 des 31 provinces du pays. Les candidats élus de ce courant ont gagné à Qom (province de Qom), à Kerman (province de Kerman), à Zahedan (Sistan-Baloutchistan), à Oroumieh (Azerbaïdjan-Occidental), à Bojnourd (Khorasan-Nord), à Chiraz (Fars), à Ispahan (Ispahan), à Kermanschah (Kermanschah), à Bouchehr (Bouchehr), à Semnan (Semnan), à Ardébil (Ardébil), à Yazd (Yazd), à Arak (Markazi), à Karaj (Alborz), à Hamédan (Hamédan), à Tabriz (Azerbaïdjan-Oriental), à Sari (Mazandaran), à Ilam (Ilam), à Zanzan (Zanzan), à Gorgan (Golestan), et à Shahr-e Kord (Tchaharmahal-O-Bakhtiari). En revanche, les candidats du "Front de la Résistance" ont été élus facilement à Machhad, seconde ville du pays (dans la province du Khorasan-Razavi, nord-est) et à Bandar-Abbas, chef lieu de l'importante province du Hormozgan, sur le

Golfe Persique. Dans d'autres circonscriptions importantes, les candidats du Front Unifié ont déjà gagné, comme le député sortant Alaeddine Boroudjerdi, président de la Commission de la politique étrangère et très proche de Khamenei, ou alors ils sont en lice au second face à un autre conservateur de leur tendance ou celle du "Front de la Résistance".



Ce graphique du "Front Unifié des Fundamentalistes", indique la répartition des sièges au premier tour (source : www.jebhemottahed.ir).

La part des sièges attribués aux candidats du "Front Unifié" est en bleu (53.89%), celle du "Front de la Résistance" en rouge (3.59%), les "indépendants" en vert (34.13%) et les réformistes en violet (8.37%).

IX- L'analyse des résultats à Téhéran

Comme pour chaque scrutin, Téhéran devient le principal théâtre des compétitions politiques et électorales. Cette fois, et en l'absence des réformistes et celle des alliés du président Ahmadinejad, la compétition s'est finalement déroulée entre les deux tendances dominantes du courant conservateur. Le "Front Unifié" et le "Front de la Résistance" avaient chacun présenté une liste de trente candidats pour la capitale. Hormis quelques figures de proue du "Front de la Résistance", la plupart des candidats de cette tendance était commun avec les autres listes du courant conservateur et notamment celle du "Front Unifié". Outre ces deux tendances, il y avait également un nombre important de "listes de secours". Au total, 18 listes électorales, censées représenter toutes les tendances politiques du régime, y compris réformiste, étaient en lice à Téhéran. Dix de ces 18 listes portaient le nom de "Front" (Jebheh). Une lecture

détaillée de ces listes montre bien qu'à "80%" des cas, les candidats, et surtout leurs vraies tendances politiques, étaient les mêmes. Hormis les deux listes du "Front Unifié" et du "Front de la Résistance", toutes les autres portaient les noms des candidats, pour la plupart des députés sortants, qui n'avaient pas été retenus par les deux mouvements. Ce phénomène, au départ justifié par l'échec des tractations entre les deux mouvements, mais aussi par le souci des autorités de combler la lacune de l'absence de vraies oppositions et d'encourager une forte participation, a été finalement "contre-productif" et n'a pas réalisé tous les objectifs visés. Ainsi au premier tour, cinq candidats seulement, dont deux religieux, ont été élus à Téhéran, contre 19 lors du précédent scrutin. Le premier est Gholamali Hadad-Adel, tête de liste du "Front Unifié" et favori pour le poste de président du prochain Majles. Le second élu de Téhéran est Ali-Reza Marandi, député sortant, médecin formé aux Etats-Unis et ancien ministre de la Santé des gouvernements de Mir Hossein Moussavi et de Rafsandjani. Marandi, comme Hadad-Adel, est un proche de Khamenei (il était longtemps de famille du Guide) et il était sur plusieurs listes. Le troisième élu de Téhéran est le religieux conservateur l'hodjatoleslam Mohammad-Hassan Aboutorabi-Fard, lui aussi candidat de la plupart des listes. Le quatrième élu est en revanche le religieux radical et membre dirigeant du "Front de la Résistance", l'hodjatoleslam Morteza Agha-Tehrani, député sortant et probable candidat de son mouvement pour un poste à la présidence du Majles. Le cinquième et dernier élu du premier tour à Téhéran est Massoud Mir-Kazémi, l'homme du Bazar et ancien ministre "dissident" du Commerce et du Pétrole du gouvernement d'Ahaminejad. Mir-Kazémi, qui se trouvait sur la plupart des listes, est qualifié de "dissident" car il avait rejoint les détracteurs du président Ahmadinejad avant de quitter ses fonctions. Le président reprochait à Mir-Kazémi de l'avoir "court-circuité" et divulgué, directement auprès de Khamenei puis au Parlement, les ingérences des proches d'Ahmadinejad, notamment celles de Rahim-Machaï, dans les nominations au ministère, et aussi les inquiétudes au sujet des exportations et des risques pesant sur les recettes pétrolières et les répercussions des sanctions contre l'Iran. Les résultats de Téhéran montrent que les conservateurs n'ont pas réussi à réaliser un très bon score et notamment à renforcer ou étendre leur influence politique dans la capitale. L'élection des cinq candidats de Téhéran montre aussi que, contrairement aux attentes des deux mouvements, les électeurs "n'ont pas suivi les consignes", d'où qu'elles venaient, et qu'ils ont voté plus pour des particularités individuelles propres de chaque candidat que leur appartenance politique à telle ou telle liste. Parmi les autres surprises du scrutin, l'on peut citer le phénomène d'Ali Motahari, député conservateur de Téhéran. Ali Motahari, à l'origine de l'interpellation du président devant le Majles et considéré comme son principal détracteur, est le beau-frère d'Ali Laridjani. Motahari ainsi deux autres députés de Téhéran, Hamid-Reza Katouzian (président de la Commission de l'Energie et opposant au projet Renault en Iran) et Ali Abbaspour-Tehrani, membre du Motaléfeh, ont été exclus in extremis de la liste du "Front Unifié" pour des raisons tactiques (surtout pour laisser la place à des ténors de leur courant), et afin de diversifier les choix des

électeurs du courant conservateur et à les inciter à venir aux urnes. Ali Motahari, en ballottage et bien placé pour conserver son siège à l'issue du second tour, a pris la tête d'une liste "dissidente" appelée "Voix du Peuple", une formation "sur papier", en tout cas à ce stade, qui n'est en réalité qu'un sous-marin du "Front Unifié des Fondamentalistes". Le personnage central de cette liste, sur laquelle figuraient quelques députés sortants et candidats du courant réformiste, est Hassan Zamani, secrétaire particulier et chef du cabinet du président du Majles Ali Laridjani. Ainsi pour le second tour à Téhéran et dans le reste du pays, les candidats des deux tendances du courant conservateur, notamment ceux du "Front Unifié", sont les mieux placés et, sans surprise, ils doivent se partager les 25 sièges à pourvoir dans la capitale et les 40 autres de la province. Pour le second tour, les deux tendances, et cela malgré les quelques vaines tentatives de rapprochement après le premier tour, vont conserver leur tactique respective et tenter de s'imposer comme force dominante au prochain Majles. Sur les 50 candidats en ballottage à Téhéran, dont 22 députés sortants, il y a neuf femmes, huit religieux et sept anciens commandants et membres des Pasdaran. Ces derniers, s'ils sont élus, représenteront les Gardiens de la révolution islamique dans le prochain Parlement.

X- Le scrutin législatif, un tremplin pour la présidentielle de 2013.

Le Parlement islamique est une institution de première importance qui peut intervenir à tous les niveaux du pouvoir à la fois comme levier de pression sur le gouvernement, donc une sorte d'opposition, ou comme outil entre les mains du Guide suprême du régime qui l'utilise souvent pour équilibrer les rapports de forces à l'intérieur du système ou réguler ses relations avec l'étranger. Dès la révolution, le Majles a joué un rôle politique majeur dans plusieurs dossiers sensibles comme la destitution de l'ancien président Abolhassan Bani-Sadr et le règlement de l'affaire des otages américains de l'ambassade américaine à Téhéran. Le sixième Parlement, appelé le "Majles des réformistes" (2000-2004), a été sans doute la législature la plus politisée depuis 1979. Cette législature a été marquée par des tensions politiques intenses entre les courants réformiste et conservateur et abouti, sous la présidence de Mehdi Karoubi, à des démonstrations de force vis-à-vis du Guide et la démission collective des élus de la majorité. Le huitième Majles, élu trois ans après l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad, s'est caractérisé par une série d'actes politiques majeurs contre le gouvernement, comme plusieurs motions de censure à l'encontre de ses membres et notamment la destitution du ministre de l'Intérieur Ali Kordan, en novembre 2008. Le Parlement sortant est intervenu également en économie et a adopté la loi de la suppression des subventions, ainsi qu'en politique étrangère, une loi de réduction du niveau des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, ou encore en matière nucléaire, des mesures pour renforcer la position du gouvernement dans ses pourparlers avec les interlocuteurs occidentaux. Outre les budgets annuels du gouvernement, l'adoption des plans quinquennaux, et sur le plan politique, le vote de

confiance pour les membres du gouvernement, le Majles iranien dispose d'importantes prérogatives constitutionnelles qui lui permettent d'intervenir "à tous les niveaux du pouvoir". Une dernière tentative du Majles sortant a été la convocation et l'audition du président devant la Chambre. Cette procédure dite "question au président" constituait une première depuis la révolution islamique et un avertissement direct à Ahmadinejad. Elle a été mise en œuvre par la majorité et sous l'impulsion du député de Téhéran Ali Motahari. Elle a permis de briser un tabou et ainsi ouvrir la voie à une plus grande marginalisation du président après les vacances du nouvel an et avant la fin de l'actuelle législature. La rentrée parlementaire doit ainsi être marquée par une recrudescence des tensions entre le Parlement et le gouvernement. Le Majles a fait savoir qu'il était d'ors et déjà saisi d'une motion de censure contre le ministre du Travail du gouvernement après la nomination de l'ancien juge et procureur de Téhéran, le personnage controversé Saïd Mortazavi à la tête de l'Organisation de la sécurité sociale. La rentrée parlementaire et les deux derniers mois de la législature devraient annoncer des discussions houleuses au Majles. Il est à noter que le Parlement iranien ne peut être dissous par le chef de l'Exécutif. Le seul obstacle qui puisse entraver son fonctionnement et l'empêcher d'aller jusqu'au bout d'une procédure c'est justement un "firman" du Guide suprême. Ainsi au vu des résultats du premier tour et le dispositif prévu pour le second tour, le neuvième Majles sera "plus politique" et "entièrement soumis" à la volonté du Guide du régime Ali Khamenei. Ce dernier va pouvoir ainsi renforcer sa mainmise et sa primauté politique à un an de l'élection présidentielle de 2013, et garder la main haute sur le sort de Mahmoud Ahmadinejad en vue de le marginaliser peu à peu durant sa dernière année de mandat. Une fois le Majles réuni, la majorité doit choisir son président. Cette tâche va être délicate car il y a plusieurs favoris pour ce poste. Ali Laridjani, l'actuel président de la Chambre et un des possibles candidats à la succession d'Ahmadinejad, Gholamali Hadad-Adel ou encore dans une moindre mesure une autre personnalité proche du "Front de la Résistance". Cette option est tributaire du score des candidats de ce "Front" lors du second tour. Pour les observateurs, Laridjani, chef de l'actuelle majorité et réélu avec 65% des suffrages à Qom dans le fief du clergé chiite, pourrait être reconduit à la tête du prochain Majles durant une première année et, au cas où il serait candidat à la succession d'Ahmadinejad, laisser la place à Hadad-Adel, à l'occasion du renouvellement de la présidence du Parlement en juin 2013.

Conclusion

Plusieurs indices montrent que le régime islamique se souciait davantage de la participation que des résultats du scrutin. L'attitude étrangement "moins rigide" du Conseil des Gardiens dans la procédure des vérifications des dossiers et surtout le fait d'avoir rejeté les candidatures de personnalités appartenant à toutes les tendances, y compris celle du courant conservateur, indiquaient en effet que le régime voulait donner "une apparence démocratique" à l'élection et favoriser une participation massive. C'était

là le premier enjeu de ce scrutin qui a permis au régime de gagner son pari et de montrer qu'il n'était pas encore au bord de l'illégitimité. Mais au delà des apparences que les dirigeants du régime ont voulu donner, ce scrutin a été préparé avec beaucoup de minutie et ce que l'opposition et les observateurs indépendants ont appelé "une ingénierie électorale". Exposée à de multiples crises et menaces, économique, politique, diplomatique mais aussi militaire, la République islamique devait reprendre en main le contrôle du régime et empêcher, sinon du moins ralentir, son processus d'effondrement. Le régime a cherché avant tout à dessiner une nouvelle majorité parlementaire, plus cohérente, plus conservatrice, plus docile et capable d'agir derrière Ali Khamenei. Il n'a pas saisi l'occasion pour rééquilibrer les forces politiques à l'intérieur du régime, notamment en ouvrant la voie à une participation plus grande de l'opposition. Il a préféré renforcer sa propre position et ainsi replier le régime un peu plus sur lui même. Depuis plusieurs mois, les observateurs constatent en effet que les autorités ne cessent d'évoquer "les menaces sécuritaires" contre le pays et par conséquent la nécessité d'élire un "Parlement de crise". Est-ce ce dernier qui émergera à l'issue du second tour? Peut-être, mais le prochain Majles pourrait être aussi, notamment s'il penche plus à droite et tombe dans le giron des traditionalistes, un "Parlement de règlement de crise". Cette option est renforcée par le retour en force des ténors du courant conservateur traditionaliste, et plus particulièrement le rôle central de plusieurs personnalités comme Vélayati et Mottaki. Il est à noter que ces deux amis diplomates étaient des jeunes députés de Téhéran sous la première législature. Ils ont quitté le Majles pour prendre la tête de la diplomatie iranienne en 1981, en pleine crise interne et conflit avec l'Irak. Vélayati, pièce maîtresse du dispositif électoral du courant conservateur, ne cesse en effet de remonter au sein du régime. Ministre des Affaires étrangères de 1981 à 1997, il a réussi, ne serait-ce qu'à ce stade, à faire entrer une majorité "partisane" au Parlement qui pourrait le servir au cas où il déciderait de se présenter en 2013. Vélayati, déjà favori pour le poste du Premier vice-président si le candidat du courant conservateur, Ali Akbar Nategh-Nouri, ancien président du Parlement, avait été élu face à Khatami en 1997, a déjà visé une première fois la magistrature suprême en 2005. Il a préféré se retirer de la course pour laisser la place à Rafsandjani. Le prochain Majles devrait ainsi redevenir un tremplin pour quelques candidats éventuels à la présidentielle de 2013, comme Laridjani, ou une base de soutien important pour d'autres, en dehors du Majles, comme le maire de Téhéran, ancien Pasdaran et ancien commandant en chef des forces de Police, ou Vélayati lui même, celui que les observateurs considèrent comme "l'ultime carte" du régime islamique et seule personnalité capable de désamorcer la crise dans laquelle glisse chaque jours davantage l'Iran et son régime islamique.

Annexe biographique : petit who's who du dixième Majles

Gholamali Hadad-Adel, un intellectuel au service du régime



Gholamali Hadad-Adel, tête de liste du courant conservateur et premier député de Téhéran, aurait eu probablement un destin totalement différent si ses parents avaient décidé de satisfaire son désir en le laissant poursuivre ses études aux Etats-Unis ou en Allemagne. Pour être sûr de pouvoir réaliser son rêve, le jeune Hadad-Adel avait même suivi des cours d'anglais à l'Institut culturel irano-américain de Téhéran et fait des démarches pour des inscriptions dans une université américaine. Mais ses parents, d'un milieu social modeste, se sont opposés à ce projet et ont préféré que leur fils reste près d'eux en Iran et finisse ses études à la prestigieuse université irano-américaine de Chiraz. Ancien président du Parlement sous la précédente législature, Hadad-Adel, est un physicien de formation et un littéraire de cœur. La très grande partie de sa vie a été consacrée à l'enseignement et à l'éducation nationale. Il est l'auteur de dix-sept manuels scolaires dans divers domaines de l'enseignement secondaire, de 5 ouvrages consacrés à la philosophie, la religion et à la sociologie. Hadad-Adel, qui maîtriserait l'anglais et l'arabe, a été responsable de l'édition des six volumes de la «Grande encyclopédie du monde islamique». Comme beaucoup de jeunes de sa génération, il était très attiré par la philosophie occidentale et plus particulièrement par le grand philosophe allemand Emmanuel Kant. Hadad-Adel a traduit en persan plusieurs œuvres de Kant. Jusqu'en 2000 et son élection à l'Assemblée islamique, Hadad-Adel était, depuis la révolution de 1979, enseignant, professeur d'université, directeur de la Fondation de l'encyclopédie islamique puis président de l'Académie de langue et de la littérature persane. C'est en ces qualités littéraires et philosophiques qu'il participait à diverses occasions à des séminaires à l'étranger, dont un en France en 2003 à Toulouse sur Henry Corbin et le savant chiite Allameh Tabatabaï.

Un enfant du sud populaire de Téhéran

Hadad-Adel a eu une enfance très particulière. Petit, mince et physiquement très fragile, il était «le chouchou» de son école du sud de Téhéran. Il se souvient de cette époque de son enfance où, dit-il, il était tellement fragile que «personne ne faisait attention à lui». Mais, ajoute-t-il, «j'ai été doué car très vite j'ai appris à lire et à écrire». Il se souvient qu'à cette époque où l'Iran était en pleine effervescence politique des années 50, il lisait les journaux pour les gens de son quartier et ses proches en famille. Hadad-

Adel est né en 1945 dans un quartier populaire et pauvre du sud de Téhéran. La rue «Rey», du nom d'une localité importante du sud de la ville, était pendant des années «l'univers préféré» du jeune Hadad-Adel. Il raconte que depuis leur rue, qui reliait alors Téhéran à la ville de Rey, il avait assisté à des événements importants de la société iranienne des années 50. Alors qu'il n'avait que quatre ans, il se souvient d'avoir vu passer devant leur maison le cortège impérial de la dépouille mortelle du père du Chah, qui venait d'être rapatriée en Iran depuis l'Égypte où elle avait été momifiée. Il se souvient également du coup d'Etat de la CIA contre le gouvernement de Mohammad Mossadegh en 1953. Après ces événements, affirme Hadad-Adel, le climat social s'était nettement détérioré notamment à Téhéran où la loi martiale était en vigueur et où, selon lui, les Américains omniprésents dans toute la ville. Sa famille, croyante et plutôt modeste (son père était camionneur et sa mère femme au foyer), a décidé de le mettre à l'école Alavi, un établissement scolaire religieux créé par des islamiques. Les familles religieuses et pratiquantes préféraient envoyer leurs enfants dans cette école où, outre l'éducation civile, il y avait également l'enseignement religieux. L'ambiance y était très différente de celle des autres écoles de Téhéran. La discipline y était vigoureuse et les élèves étaient orientés «sur le droit chemin de l'éducation et de la religion islamique». Bien que fondée par des religieux, l'école Alavi, hautement surveillée alors par la police politique du Chah, la Savak, était connue comme un centre scolaire favorable au clergé conservateur et traditionaliste. Sur les 23 élèves de sa classe de terminale, Hadad-Adel affirme que plusieurs sont devenus ministres sous le régime islamique. Il se souvient que quand il n'y avait pas de cours, il jouait au ballon avec Kamal Kharazi, ancien ministre des Affaires étrangères du président Khatami.

L'entrée à l'université et en politique

Considéré comme l'un des meilleurs étudiants de toutes les universités qu'il a fréquentées, Hadad-Adel a donc obtenu une première maîtrise en physique à l'université de Chiraz, une seconde en philosophie à l'université de Beheshti (ex-Melli) et un doctorat en philosophie dans le même établissement. Remarqué par la Savak, il lui a été interdit d'enseigner dans cette université qui était le fief des enfants des classes sociales aisées de la société iranienne des années 70. Cinq ans plus tard, Hadad-Adel est autorisé à enseigner à l'université technique de Sharif (ex-Aryamehr). Parallèlement à ses études, Hadad-Adel suivait des cours de philosophie (islamique) chez l'ayatollah Morteza Motahari, théoricien de la révolution islamique et le futur beau-père d'Ali Laridjani, l'actuel président du Majles. Après la victoire de la révolution, Hadad-Adel prend le chemin du ministère de l'Éducation où pendant dix ans il était vice-ministre et chargé de la recherche et de la rédaction des manuels scolaires. C'est sous sa responsabilité que le nouveau régime a entrepris le changement radical et l'islamisation de l'enseignement en Iran. Jusqu'aux élections législatives de l'an 2000, Hadad-Adel avait consacré sa carrière à l'enseignement et à l'éducation nationale. L'arrivée au pouvoir du président Mohammad Khatami et de ses amis réformistes en 1997 a été un coup fatal pour le courant conservateur. La plupart des ténors de ce courant se sont lentement retirés de la scène politique en laissant la place à une élite et une nouvelle génération de personnalités, moins religieuses et davantage intellectuelles et culturelles. C'est dans ce contexte et à l'occasion du renouvellement du Parlement que Hadad-adel

se présente à Téhéran sur une liste du courant conservateur et, élu, il devient une personnalité politique influente et porte-parole de la minorité conservatrice du Majlis. Pour la préparation des élections législatives de 2004, Hadad-Adel a été chargé de conduire la liste du courant conservateur à Téhéran. Elu premier député de la capitale, il devient président du Parlement. C'est à ce titre qu'il a été nommé, par Ali Khamenei, membre du Conseil de discernement, poste dans lequel il a été reconduit une première fois puis de nouveau en mars dernier pour un nouveau mandat de cinq ans. Il siège également au Conseil supérieur de la révolution culturelle ainsi qu'au conseil d'administration de l'organisation de la Culture et des relations islamiques (OCRI). Hadad-Adel entretient des rapports familiaux avec le Guide du régime. Hadad-Adel a trois fils, et une fille qui a épousé Mojtaba Khamenei. Un des favoris pour la présidence du nouveau Majles, les médias officiels soulignent depuis peu qu'Hadad-Adel est «conseiller suprême» du Guide du régime, un qualificatif qui semble chercher à préparer l'opinion à des plus grandes responsabilités pour l'ancien président du Parlement.

Ali Laridjani, fils d'un grand religieux chiite



Ali Ardechir-Laridjani, président du Parlement et réélu à Qom, importante ville sainte chiite et fief du clergé, a été assimilé souvent à un «enfant prodige» parmi une génération de technocrates et d'hommes politiques issus de la révolution islamique. Etoile montante en politique depuis une dizaine d'années, Ali Laridjani ne cache pas ses ambitions pour occuper de hautes responsabilités au sommet de l'Etat iranien. Deuxième des cinq fils d'un très grand religieux de la province de Mazandaran (nord), le grand ayatollah (ayatollah ol-Ozma) Mirza Hachém Amoli, Ali Laridjani est né en 1957 dans la ville sainte irakienne de Nadjaf. Son père était un des religieux le plus respecté et influent des écoles coraniques en Irak. Sa famille a regagné l'Iran dans les années 70, où le jeune Ali, ainsi que ses quatre autres frères, ont fait de très brillantes études universitaires ou religieuses. L'appartenance à une famille notoire lui a permis d'épouser, à l'âge de 22 ans, une fille de 15 ans de l'ayatollah Morteza Motahari, un grand idéologue islamique et un des principaux dirigeants de la révolution islamique. L'ayatollah Motahari, que Khomeiny considérait comme son propre fils, a été assassiné au lendemain de la révolution. Ali Laridjani a fait de brillantes études de mathématiques à l'université Sharif (ex-Aryamehr), une des plus prestigieuses du pays, où il était parmi le meilleur de sa promotion. Plus tard, et «sur un conseil» de son beau-père, il se lance en «philosophie occidentale» et il obtient son doctorat avec une très bonne mention. Parmi les philosophes européens, Laridjani devient un «fan» d'Emmanuel Kant. Il a d'ailleurs publié deux livres sur l'œuvre de Kant dans lesquels il explique «les méthodes mathématiques, la métaphysique et les sciences exactes dans la philosophie de Kant».

Juste après la révolution, son beau-père l'ayatollah Motahari, qui avait une aversion particulière pour les groupes politiques de gauche et notamment les socialistes et les marxistes, l'a envoyé à la radio et à la télévision où il devient directeur général des services extérieurs et de l'information. C'est à ce moment là que les conflits politiques internes venaient d'éclater entre les divers groupes et différentes personnalités politiques du régime. Le jeune Laridjani a très bien su « gérer » ces conflits au profit des forces islamiques et au détriment de l'ancien président Abolhassan Bani-Sadr et de l'Organisation des Moudjahidine du peuple. Sa présence à la tête du principal appareil de propagande du pays a permis de renforcer très largement la prédominance des forces religieuses et islamiques au sein du nouveau régime. Après ce passage à la radio et à la TV, Laridjani est nommé vice-ministre du Travail puis adjoint du ministre des PTT. A partir de 1982, il s'intéresse à l'armée et devient vice-ministre des Gardiens de la révolution (le poste de ministre des Pasdaran a été supprimé en 1989) puis conseiller auprès du commandant en chef des Gardiens de la révolution et adjoint du chef d'état-major des Pasdaran.

Carrière politique

La carrière politique de Laridjani a commencé en août 1992 et après le départ du ministre de la Culture de l'époque Mohammad Khatami. Le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, dont le ministre de la Culture avait été forcé de partir sous la pression des milieux les plus conservateurs à Téhéran et notamment à Qom, a nommé Laridjani à la place de Khatami dans l'espoir de calmer les esprits et contenir les critiques des milieux les plus radicaux. Le passage de Laridjani au ministère de la Culture a coïncidé avec le déclenchement d'une série d'attaques par les radicaux contre la gestion du frère de Rafsandjani, Mohammad Hachémi, à la tête de la radio et de TV. Le frère de Rafsandjani, devenu cible privilégiée des milieux les plus conservateurs, a été finalement contraint de démissionner. Pour calmer les plus radicaux et ainsi éviter une crise politique, le Guide suprême Ali Khamenei a nommé Laridjani, en février 1994, directeur général de la radio et de la TV d'Etat et membre du Conseil supérieur de la révolution culturelle. Le retour de Laridjani à la radio et à la TV d'Etat, cette fois sur un décret du Guide suprême, a été marqué par des changements profonds au sein de cette institution. Laridjani a fait de la radio et de la TV un organe de propagande politique au service du Guide suprême au détriment du chef de l'Exécutif et des autres institutions du régime. Il a ensuite contribué à « l'islamisation » de la radio et de la TV et fait entrer, pour la première fois, au petit écran le Tchador ou le voile islamique noir. Le rôle de Laridjani est devenu plus important sous la présidence de Mohammad Khatami. Le directeur de la radio et de la TV, qui ne cachait pas à l'époque ses divergences avec les réformistes, a imposé une « censure » sur les activités politiques du gouvernement et des proches du président Khatami. C'est à ce moment là qu'il entreprend d'importants projets de développements techniques et crée une série de nouvelles chaînes et de stations pour la TV et la radio. Il a lancé également les trois chaînes internationales Jam-é-Jam et Sahar, diffusées via satellite, ainsi que la chaîne arabe et islamique al-Alam diffusée dans toute la région. En 2004, et un an avant l'élection présidentielle, Laridjani a quitté, de plein gré, la radio et la TV. Les dernières années de sa fonction avaient été marquées par des petites querelles avec le gouvernement qui ne l'invitait plus aux réunions des conseils des ministres.

Laridjani vise la magistrature suprême

A l'approche de l'élection présidentielle de 2005, Laridjani devient le principal favori du courant conservateur pour succéder à Khatami. Les ténors du courant conservateur et le clergé s'étaient alors mobilisés en sa faveur et espéraient ainsi dissuader une candidature de Rafsandjani. Mais un coup de théâtre électoral a fait échouer ce scénario. Les plus radicaux du courant conservateur, notamment dans l'entourage du Guide suprême (par l'intermédiaire de son fils Mojtaba Khamenei) et au sein des forces armées, les Pasdaran et les miliciens islamiques (Bassidj) ont misé sur le maire de Téhéran Mahmoud Ahmadinejad pour empêcher une élection de l'ancien président Rafsandjani. L'annonce de la candidature de Rafsandjani a compromis non seulement le succès de Laridjani mais également celui de tous les autres candidats tels que l'ancien commandant des forces de l'ordre Mohammad-Bagher Ghalibaf. Après la victoire d'Ahmadinejad, qui a été très largement favorisé par une campagne active des Pasdaran et des miliciens, Laridjani devient, sur une recommandation du Guide, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale et chargé du dossier nucléaire. Tout au long de sa campagne électorale, Laridjani avait critiqué en effet la gestion du dossier par le gouvernement de Khatami et exigé «une diplomatie plus ferme et davantage de détermination» dans la poursuite du programme nucléaire de l'Iran. Après l'apparition des premiers signes de désaccords avec le président et son entourage, Laridjani s'est écarté de ce poste ultra sensible et a laissé la place à Saïd Jalili, un ancien combattant de la guerre et un proche compagnon du président et du fils de Khamenei, Mojtaba. Mais, la carrière de Laridjani ne devait pas s'arrêter là.

Laridjani à la recherche d'un mandat présidentiel

Il se lance alors peu après dans la course à l'élection législative et décide se présenter à Amol, la ville natale de son père sur la Caspienne. Par respect pour lui et sa famille ou bien par une tactique politique, les religieux de la ville de Qom lui ont demandé de se présenter dans leur ville sainte où il est élu dès le premier tour de l'élection législative du 14 mars 2008. Il bénéficie d'un soutien précieux du clergé, des dirigeants du courant conservateur traditionaliste et aussi de sa famille. Son frère aîné, Mohammad-Javad, fin diplomate formé aux Etats-Unis, est un ancien vice-ministre des Affaires Etrangères et est actuellement conseiller du chef de la Justice. Son autre frère, un religieux, Sadegh Laridjani est actuellement chef de la Justice. Fazel, un autre frère est un ancien diplomate au Canada. Le dernier des Laridjani, Bagher, un ancien vice-ministre de la Santé, est actuellement président des facultés de médecine à Téhéran. Réélu à Qom avec un bon score, Ali Laridjani, fort du soutien du clergé et de la future majorité parlementaire, pourrait viser un nouveau la magistrature suprême et être un des candidats du courant conservateur pour la présidentielle de 2013.

Ali-Akbar Vélayati, un médecin nationaliste au service de l'islam



Pour les connaisseurs de la République islamique, Vélayati est un personnage politique clé du régime, et un proche confident du Guide Ali Khamenei et d'Ali-Akbar Hachémi-Rafsandjani. Il est en tout cas depuis longtemps la personnalité civile la plus proche du «sommet religieux» de la République islamique. Né en 1945 au village de Rostamabad de Chemiran, dans le nord résidentiel de Téhéran, Ali-Akbar Vélayati est entré à la faculté de médecine de l'université de Téhéran en 1964 et a obtenu son doctorat sept ans plus tard pour devenir spécialiste des maladies infectieuses infantiles. Des les années 50 et 60 en Iran, la vie politique est fortement dominée par le nationalisme de Mossadegh puis l'islamisme de Khomeiny. Vélayati a ainsi commencé ses activités politiques en adhérant dès 1961 au «Front National» (le parti de Mohammad Mossadegh). Mais quelques années plus tard, et avec le début de l'ère «Khomeiny» et notamment l'entrée en mouvement des religieux islamistes, Vélayati a contribué à la formation, en 1963, de l'Association islamique de la faculté de médecine de l'université de Téhéran. Avant la révolution, il a participé à la formation d'un réseau clandestin dans lequel les militants islamistes collaboraient avec des religieux et des militaires de l'armée impériale. Sa collaboration avec ce réseau lui a permis de connaître les futures figures religieuses, politiques et militaires du régime. En 1976, il part aux Etats-Unis pour suivre ses études, mais avec l'intensification du mouvement révolutionnaire dirigé par Khomeiny, il regagne l'Iran et participe sur place à la lutte contre le régime impérial dans le nord résidentiel de Téhéran où il a connu notamment des personnalités religieuses de premier plan qui sont devenus plus tard des proches de Khomeiny. Après la chute du Chah, Vélayati devient ainsi vice-ministre de la Santé, mais très vite il se lance en politique et devient en 1980 membre du Parti de la République islamique (PRI). L'année suivante, et grâce à son adhésion au PRI, Vélayati est élu député de Téhéran au Parlement islamique. C'est au sein du PRI que Vélayati a commencé à fréquenter Khamenei et Rafsandjani. Ses liens personnels et privilégiés avec Khamenei lui ont permis de se tenir à l'abri de toutes les attaques, parfois virulentes de ses rivaux, ainsi qu'aux pires crises politiques au sein du régime. Dès octobre 1981, le président de la République Ali Khamenei le propose au Majlis comme son Premier ministre. Le Parlement a trouvé qu'il n'était pas assez connu et qu'il était trop proche des nationalistes et des membres de l'Organisation des Combattants (Moudjahidine) de la

révolution islamique. C'est pour ces raisons que sa candidature avait été rejetée par 80 voix contre 74 et 39 abstentions. Le rejet de Vélayati a été une surprise générale et un revers pour Khamenei. Ce dernier a proposé alors Mir Hossein Moussavi, qui était jusque-là en charge de la diplomatie, comme chef du gouvernement dans lequel Ali Akbar Vélayati est ministre des Affaires étrangères. Le 15 décembre 1981, le Parlement a voté en faveur de avec 155 voix pour, 19 contre et 12 abstentions. Un nouveau venu à la diplomatie, Vélayati entre en fonctions à un moment où l'Iran était en guerre contre l'Irak et que ses relations avec les Etats arabes pro-occidentaux connaissaient chaque jour de nouvelle dégradation. Vélayati demeure ainsi à la tête de la diplomatie iranienne pendant 16 ans.

Lors de l'élection présidentielle de 1997, il a soutenu le candidat des conservateurs Ali Akbar Nategh-Nouri. Les proches de ce dernier disaient que M. Vélayati serait le futur Premier vice-président. Ainsi, pendant 16 longues années, Vélayati a représenté l'Iran à l'étranger, sur les cinq continents et à très haut niveau. Il a rencontré tous les grands du monde. De Gorbatchev à François Mitterrand, qu'il a rencontré à Paris le 20 février 1991. A l'arrivée au pouvoir du président Khatami, Vélayati est nommé, le 21 août 1997, «conseiller pour les affaires internationales» d'Ali Khamenei. Il fait partie également des principales instances du pouvoir au sein du régime. Du Conseil de discernement à «l'Association de la Plume» et en passant par d'innombrables instances spécialisées, en médecine ou en Histoire, Vélayati est omniprésent. Il dirige un hôpital d'enfants dans le nord de Téhéran mais il assiste à toutes les rencontres du Guide avec des invités et des personnalités étrangères. Il est en quelque sorte le «bras droit» du Guide. Lors de l'élection présidentielle de 2005, Vélayati s'est présenté comme candidat mais il a préféré se retirer en faveur de la candidature de Rafsandjani. Il enseigne l'Histoire contemporaine de l'Iran, la médecine. Il est l'auteur d'un nombre important d'ouvrages sur les relations historiques et politiques de l'Iran avec ses voisins du nord en Caucase ainsi qu'avec les Etats-Unis. Sur un autre plan, il s'occupe de plusieurs institutions politiques et religieuses très actives dans le monde arabe. Il est actuellement à la tête de l'Association internationale d'Ahlul Beit, une influente institution qui a pour charge de rapprocher les musulmans, sunnites comme chiites, autour des principes de base de l'islam. Père de deux enfants, il a perdu son épouse il y a quelques années et depuis, discrètement, il s'est remarié. Les milieux politiques estiment qu'il continue d'être un des grands favoris du Guide pour le poste du président de la République. Très souvent, dans des cérémonies officielles, il représente Ali Khamenei. Quand le chef de l'Etat s'en va à l'étranger ou qu'il en revient, c'est Vélayati qui se déplace à l'aéroport où il représente le Guide. Ces dernières années, il s'est déplacé à l'étranger, dans le monde islamique et notamment en Russie où il a remis un message du Guide iranien à Vladimir Poutine. Il a sans doute quitté la diplomatie en 1997, mais de l'avis des observateurs, et notamment en raison de son rôle central dans les législatives de mars, il a montré qu'il n'avait pas quitté la politique ni abandonné ses ambitions au sein du régime.

Morteza Agha-Tehrani, un islamiste anti-communiste lancé en politique malgré lui



L'hodjatoleslam Morteza Agha-Tehrani, membre dirigeant du "Front de la Résistance", est le seul député de ce mouvement qui a réussi à se faire réélire à Téhéran dès le premier tour des législatives du 2 mars. Le religieux a un parcours politique très particulier. Né dans un village près d'Ispahan (centre) en 1954, selon son père, et en 1957 selon sa mère et son état civil, Morteza a connu une enfance très marquée par la pauvreté. Son père travaillait dans un atelier de fabrique artisanale de samovar au bazar d'Ispahan. Avec l'apparition des premières usines de production industrielle, il a abandonné son métier et s'est installé comme tailleur de pierre. Le jeune Morteza l'aidait dans son travail jusqu'au jour où, sous l'instigation d'un religieux de leur village, l'ayatollah Hossein Fazel-Kouhani, il va à Qom pour devenir religieux. L'ayatollah Fazel-Kouhani est connu dans la région et parmi le clergé pour avoir formé plusieurs personnalités du futur régime islamique comme l'ayatollah Behehti ou encore le religieux radical l'ayatollah Ahmad Janati, secrétaire de l'actuel Conseil des gardiens de la Constitution iranienne. Installé à Qom, il a réussi à entrer dans la fameuse école Haghani, fief de la formation des religieux radicaux. Plusieurs dignitaires comme justement Janati mais aussi l'ayatollah Mohammad-Taghi Mesbah-Yazdi, dirigeait alors cet établissement. L'un d'entre eux, Mesbah-Yazdi a pris sous sa protection le jeune Morteza qui allait devenir un de ses disciples préférés (notamment parce qu'il était un anti-communiste farouche, comme son maître). Deux ou trois ans avant la révolution, il allait régulièrement dans les régions du nord et de la Caspienne pour lutter contre l'influence culturelle des marxistes dans cette partie du pays, très exposée alors par la propagande soviétique. Juste à la veille de la révolution, Agha-Tehrani, ainsi qu'un

groupe de jeunes religieux, a été obligé de quitter l'école Haghani pour éviter l'éclatement des divergences idéologiques qui faisaient rage alors au sein de l'établissement entre les séminaristes traditionnalistes et révolutionnaires. Morteza Agha-Tehrani ainsi que 25 autres séminaristes, s'installent alors dans un immeuble qui est devenu un Centre d'enseignement religieux sous la direction de Mesbah-Yazdi. Cette période a coïncidé avec la révolution islamique. Le jeune Agha-Tehrani n'a pas eu de rôle de premier plan dans les événements des deux premières années du nouveau régime et il a fallu le déclenchement de la guerre avec l'Irak pour qu'il soit projeté sur le devant de la scène. Il est parti alors sur le front comme religieux combattant et missionnaire. Dès le début des hostilités, il a perdu deux de ses jeunes frères ainsi que plusieurs de ses amis. Ces pertes l'ont profondément marqué et encore aujourd'hui dès qu'il en parle, il a des larmes aux yeux. De retour à Qom, il reprend les études et parvient à décrocher une licence en psychologie dans l'Institut "Bagher-ol-Oloum", que dirigeait Mesbah-Yazdi et qui est devenu plus tard "l'Institut de recherche de l'imam Khomeiny". Mesbah-Yazdi, qui s'était lui-même rendu quelques années plus tôt au Canada et aux États-Unis, décide d'envoyer Agha-Tehrani en Amérique pour apprendre "les sciences occidentales". Installé d'abord au Canada, où il fait des études philosophiques à Montréal, Agha-Tehrani va États-Unis et prend la direction d'un important établissement islamique à New-York. Il y dirigea notamment la prière et devint l'imam de la mosquée d'Imam Ali. Après huit ans et demi de séjour dans la région, il rentre en Iran et à Qom où il dirige le département de formation de clergé dans l'Institut de l'imam Khomeiny de Mesbah-Yazdi. En 2005 et après l'élection du président Ahmadinejad, Agha-Tehrani devient un proche du chef de l'État et le "mollah prédicateur" préféré de la présidence et des réunions du Conseil des ministres. En 2008, et comme il le dit "par devoir et conseils des amis" et "malgré l'opposition de sa famille et sa propre réticence", il se lance en politique et se porte candidat à Téhéran et devient ainsi député au Majles.

Mohammad-Hassan Aboutourabi-Fard, un religieux combattant devenu connu grâce à son frère



L'hodjatoleslam Mohammad-Hassan Aboutourabi-Fard, député sortant, est devenu le premier religieux de la liste du courant conservateur à être réélu à Téhéran. Sa réélection va lui permettre de viser, comme cela a été déjà le cas au début de l'actuelle législature, un poste de vice-président dans le futur Majles. Né en 1953 à Ghazvine (ouest), Mohammad-Hassan a été élevé par son frère l'hodjatoleslam Ali-Akbar Aboutourabi-Fard, personnage populaire des camps des prisonniers de guerre iraniens en Irak. Il a été capturé tout au début de la guerre et n'a été libéré qu'avec la fin du conflit et l'échange des prisonniers entre les deux pays. De retour triomphal en Iran, il a été député sous la 5ème législature sur la liste du courant conservateur. Ayant échappé à la mort à plusieurs reprises sur le front, l'hodjatoleslam Aboutourabi-Fard s'est finalement tué sur une route de la Caspienne alors qu'il rentrait de Machhad. La mort de son frère, qui était pour le jeune frère comme son propre père, a donc incité Mohammad-Hassan à se lancer en politique. Quelques années auparavant, et sous la guerre Iran-Irak, le jeune Mohammad-Hassan avait participé, avec les militaires de sa région, à la répression de la rébellion au Kurdistan iranien. Sur un décret de l'imam Khomeiny, il était nommé alors au Département politique et idéologique du ministère de la Défense. Dès 1993, il devient représentant du Guide à l'université de l'Imam Khomeiny puis, avec la recrudescence des tensions dans les milieux étudiants sous la présidence de Khatami, il est nommé à la représentation du Guide à l'université de Téhéran. Pour les législatives de 2004, il se porte candidat dans sa ville natale où il est élu sans difficulté et grâce à la popularité de son frère. Il est ainsi au Parlement depuis trois législatures et son élection à Téhéran va lui permettre de briguer un quatrième mandat. Sous le premier gouvernement, Aboutourabi-Fard a fait partie des alliés du président Ahmadinejad au Parlement mais ces dernières années il s'est démarqué peu à peu du chef de l'Etat et s'est rapproché davantage du Guide Ali Khamenei. Ce dernier

l'a nommé d'ailleurs en 2011, membre d'un "Haut Comité de règlement et d'arbitrage" entre le Parlement, la Justice et le gouvernement.

Massoud Mir-Kazémi, ancien ministre dissident du gouvernement élu député à Téhéran



Massoud-Mir-Kazémi est un ancien élève de l'université technique Elm-o-San'at (science et industrie). Il est ingénieur et expert en industrie. Sous le premier gouvernement d'Ahmadinejad, il était ministre du Commerce. Mir-Kazémi est proche du Motaléfeh, du bazar et du clergé conservateur de Téhéran. Il né en 1960 dans une famille modeste, croyante et traditionaliste. Après le déclenchement de la guerre en 1980, il s'engage comme milicien volontaire et devient responsable de la logistique, chargé notamment des ravitaillements des forces armées. Vers la fin de la guerre, il est blessé et rentre à Téhéran et commence à enseigner à l'université militaire de l'Imam Hossein des Pasdaran. En 1996, il était président de la faculté technique de l'université des Gardiens de la révolution. Après l'élection de Khatami en 1997, Mir-Kazémi prend la direction de l'Organisation "Etkā", un organisme qui gère et ravitaille les supermarchés des forces armées. Dès 2001, et en raison de ses connaissances en matière d'approvisionnement, Mir-Kazémi est nommé conseiller permanent du ministre de la Défense. Il a dirigé plusieurs projets industriels de production de produits de base, notamment alimentaire, comme l'huile, le sucre et aussi dans le domaine pétrochimique et des équipements industriels pour les mines de cuivre de Sartcheshmeh de Kerman (sud). Comme il le dit, il était très réticent à accepter la proposition du président Ahmadinejad pour devenir, sous son second gouvernement, son ministre du Pétrole. Très vite mis sur la touche, il commence à irriter les proches et l'entourage du chef de l'Etat, plus particulièrement Esfandiyar Rahim-Machaï, directeur du cabinet du président. Accusé par le président de l'avoir "court-circuité", Mir-Kazémi a dû quitter ses fonctions après une tentative avortée du président de fusionner son ministère et d'assurer lui même l'intérim. Ahmadinejad reprochait à Mir-Kazémi d'avoir divulgué des informations sur son ministère directement auprès du Guide, puis plus tard, fait un rapport devant le Parlement sur les répercussions des sanctions pétrolières contre l'Iran, et cela visiblement sans en informer le gouvernement,. Après sa rupture avec le gouvernement, Mir-Kazémi reprend ses cours à l'université avant d'être appelé à venir s'inscrire sur la liste électorale du "Front unifié" à Téhéran. Elu dès le premier tour, il va jouer un rôle important dans la prochaine majorité et deviendra à fortiori président d'une Commission clé comme celle de l'énergie.

Ali-Réza Marandi, un ancien ministre et médecin particulier de la famille du Guide réélu à Téhéran



Le docteur Ali-Reza Marandi est l'exemple de la résussite d'un enfant d'un milieu modeste de la société iranienne, après la seconde guerre mondiale. Né en 1940 à Ispahan, Ali-Reza est entré à la faculté de médecine à Téhéran en 1957 alors qu'il n'avait que 17 ans. Sept ans plus tard, il obtient son doctorat. Tout au long de ses années d'études, il a participé à des activités politiques de son université, et selon ses proches, il a été arrêté à plusieurs reprises et passé environ six mois dans les prisons du régime impérial. En 1966, il part aux Etats-Unis où, installé en Virginie, il obtient son titre de docteur en pédiatrie et spécialiste des maladies infantiles. Pendant plus de deux ans, il a enseigné et exercé aux Etats-Unis où il séjournait alors avec sa famille. De retour en Iran, il devient vice-ministre de la Santé puis ministre sous plusieurs gouvernements successifs. Il était notamment ministre sous le second gouvernement du Premier ministre Mir Hossein Moussavi (1985-89) puis sous le second gouvernement de l'ancien président Rafsandjani (1993-1997). Le docteur Marandi est un proche du Guide et de sa famille. Marandi, connu et très apprécié dans les milieux spécialisés en Iran et à l'étranger, a reçu plusieurs prix, notamment à l'ONU, pour ses travaux et son action pour la lutte contre les maladies infantiles (polio) et le contrôle de la poussée démographique des années 80 en Iran. Il est actuellement à la tête d'un important hôpital pour enfants (Mofid Hospital), dans le nord de Téhéran, où il continue à exercer et poursuivre ses travaux scientifiques. Lors des troubles post-électorales de juin 2009, il a été pris à partie par des manifestants dans le nord de Téhéran. Marandi, député de la capitale sous l'actuelle législature et réélu pour un nouveau mandat, serait lui aussi un des élus influents et fidèles de Khamenei dans le futur Parlement. Son fils, Mohammad, élevé aux Etats-Unis et parfaitement anglophone, défend souvent le régime et ses acquis nucléaires lors des débats organisés sur des médias étrangers et notamment américains, aux côtés des personnalités de l'opposition iranienne. La famille de Marandi fréquente celle de Khamenei et son élection au premier tour en seconde place et juste après celle de Gholamali Hadad-Adel, et sa présence dans le prochain Majles va renforcer encore le cercle des alliés "modérés" du Guide.